

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

---

# RAPPORT

DU

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

A

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

convoquée en séance extraordinaire pour le 5 mai 1881

AU SUJET DE LA

FUSION AVEC LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SIMPLON

---

LAUSANNE

Imprimerie L. CORBAZ et Comp.

1881

PB

2432



COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

---

# RAPPORT

DU

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

A

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

convoquée en séance extraordinaire pour le 5 mai 1881

AU SUJET DE LA

FUSION AVEC LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SIMPLON

---

LAUSANNE

Imprimerie L. CORBAZ et Comp.

1881

*PB 2432*

Médiathèque VS Mediathek



1010790990

PB 2432



69/201



COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

---

RAPPORT  
DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
A  
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

---

MESSIEURS ,

Depuis l'assemblée générale extraordinaire du 10 août 1876 qui avait repoussé nos propositions relatives à la fusion de la Compagnie du Simplon avec la nôtre, nous avons abandonné toute idée de revenir sur cette question. Mais les faits qui se sont passés dès lors et les circonstances dans lesquelles ils se sont produits nous ont obligés à en reprendre l'étude et à vous soumettre à nouveau un traité de fusion conclu sur des bases toutes différentes.

En 1876, votre Conseil vous proposait le rachat des actions du Simplon, en ce sens que chacune aurait été échangée contre une obligation de la Suisse Occidentale de 400 fr., remboursable en 500 fr., par voie de tirages annuels pendant 50 ans et produisant un intérêt annuel de 12 fr. par an, soit 3 % jusqu'au 31 décembre 1881, et de 20 francs, soit 5 % à partir de cette date jusqu'à celle du remboursement. En cas de réussite des négociations pour le percement du grand tunnel, les obligations devaient être remboursées immédiatement à raison de 700 fr. l'une.

Ces conditions n'étaient applicables qu'aux 3,750 actions alors en mains de la Société financière vaudoise, de sorte qu'en ajoutant les 3,750 que nous possédions déjà, il restait à acquérir 500 actions appartenant à des tiers très peu nombreux avec lesquels il paraissait facile de traiter aux mêmes conditions pour les faire rentrer dans la fusion.

La Compagnie du Simplon était, à cette époque, très hostile à cette combinaison, faite en dehors d'elle sous la forme d'un achat de titres qui, en nous rendant détenteurs de la totalité de ses actions, la détruisait et créait de fait la fusion.

La combinaison que nous vous présentons aujourd'hui n'a plus ce caractère d'absorption d'une Compagnie malgré elle; c'est une fusion réelle des intérêts engagés qui se fait d'accord avec la Compagnie du Simplon et ne dégage pas ses actionnaires de leur intérêt au succès final de l'opération.

Comme vous le voyez, notre proposition est donc absolument différente de celle qui vous était soumise en 1876, et nous espérons que cette circonstance vous décidera à l'examiner avec bienveillance, malgré votre résolution précédente.

Vous savez que notre Compagnie est restée possesseur de 3,750 actions du Simplon sur 8,000 émises, de sorte qu'en définitive nous conservons près de 47 % de tous les avantages stipulés en faveur des titres du Simplon.

Enfin, vous n'ignorez pas que le contrat du 15 février 1874, en vertu duquel nous exploitions le réseau du Simplon pour une somme à forfait, est expiré depuis le 31 décembre dernier et qu'à cette date la Compagnie du Simplon a repris son exploitation en régie. Ce contrat n'a pas été pour nous une source de bénéfices, en ce sens que le prix qui nous était alloué couvrait à peu près nos dépenses; mais ces dépenses absorbaient une fraction de nos frais généraux qui, depuis l'expiration du traité, est retombée à la charge de notre réseau. C'est là une vraie perte, car la suppression de l'exploitation de la ligne du Simplon ne nous permet pas plus une réduction de nos frais généraux que sa reprise ne nécessiterait leur augmentation. A ce titre, nous avons donc un intérêt à voir cette exploitation revenir dans nos mains et la recette du réseau du Simplon nous payer ces frais généraux.

Il n'est pas inutile d'ajouter que nous nous trouvons en outre en présence d'une demande de paiement annuel de 40,000 fr. environ, pour l'usage commun de la gare de St-Maurice et du tronçon de 1300 m. compris entre l'axe de cette gare et le point de raccordement, aux Paluds, de notre réseau avec celui du Simplon, déduction faite des recettes afférentes à ce tronçon; cette demande n'a d'ailleurs pas lieu de préoccuper, car son exagération même la ferait sans doute repousser par le Tribunal.

Enfin, dans le même ordre d'idées, il est clair que nos machines et notre matériel, ayant à desservir une ligne de 117 kilomètres en prolongement de la nôtre, pourront être mieux utilisés et par là aider à la réduction de nos dépenses.

En dehors de ces circonstances spéciales et qui peuvent déjà justifier le principe de la fusion au point de vue des frais d'exploitation des lignes de la Suisse Occidentale, il ne peut être contesté par personne que la ligne du Valais, telle qu'elle se présente aujourd'hui, est le complément naturel de notre réseau. Le trafic de cette ligne ne peut

actuellement en sortir que par nos voies ou par le lac, et plus tard par la ligne de Saint-Gingolph à Genève et Bellegarde. Bien que la majeure partie de ce trafic, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas en destination de Genève et au-delà vers Bellegarde, ou en provenance de ces mêmes points, nous soit acquis avec certitude, il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une concurrence contre laquelle nous devons lutter et que cette lutte ne peut être évitée que par la possession par nous-mêmes de la ligne entière. Il ne s'agit pas là d'un produit important en lui-même, mais il l'est relativement au produit total de la ligne du Valais.

Il est certain que, dans son état actuel, la ligne nouvelle n'apportera à la Suisse Occidentale aucune chance d'accroissement de ses recettes nettes; mais nous pouvons admettre, par contre, qu'elle se suffira à elle-même et ne nous apportera aucune charge, surtout si nous tenons compte des divers avantages que nous avons signalés plus haut et que nous devons à la fusion : l'absorption d'une partie de nos frais généraux, l'exonération de toute redevance pour la gare de St-Maurice et le tronçon des Paluds, la meilleure utilisation de notre matériel, machines, voitures et wagons, et aussi de notre personnel supérieur.

Les chiffres suivants peuvent dissiper les inquiétudes qui pourraient se manifester au sujet de l'influence de l'exploitation du Simplon, tel qu'il se comporte aujourd'hui, sur les recettes nettes de notre réseau.

La recette brute approximative de l'année 1880 a atteint, pour le seul réseau du Simplon . . . . .	Fr. 786,000
Les capitaux placés ont dû produire environ . . . . .	» 25,000
Total . . . . .	Fr. 811,000

Dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire en admettant que nous serions exonérés de toutes les sujétions que comporte le passage d'une Compagnie à l'autre, les frais d'exploitation peuvent être réduits à 5000

francs par kilomètre, soit pour 117 kilomètres . . . . .	» 585,000
Reste net . . . . .	Fr. 226,000
Dont à déduire, service de l'emprunt . . . . .	» 150,000
Reste net . . . . .	Fr. 76,000

Si nous y ajoutons nos frais pour la gare de St-Maurice et le raccordement des Paluds, frais qui vont disparaître ( $\frac{3}{4}$  de 30,000 fr.) . . . . .

Avantages résultant d'une meilleure utilisation de notre matériel,	
évalués à environ . . . . .	» 10,000

Il nous reste une somme disponible de. . . . . Fr. 108,500

qui devra être appliquée à la réfection des voies de la section Bouveret-Sion, lesquelles sont en service depuis la mise en exploitation de cette section.

Ces voies sont très âgées et devront probablement être renouvelées, mais il faut reconnaître que le peu de circulation, la faible charge des trains, la qualité du sol et du ballast et l'excellent entretien qui en a été fait jusqu'à ce jour, ont permis à ces voies une durée exceptionnelle, durée qui est encore assez éloignée de son terme, car on ne trouve chaque année, dans les voies, que peu de rails réellement avariés.

Néanmoins, nous comptons qu'il sera utile et avantageux de renouveler en moyenne environ 5 kilomètres par an, qui, au prix auquel nous reviennent les réfections sur notre réseau, représenteraient une dépense annuelle d'environ 100,000 fr., c'est-à-dire l'absorption de tout le produit net du réseau. Ces renouvellements produisent d'ailleurs leur effet ordinaire de diminution des frais d'entretien, de sorte que nous retrouverons largement l'intérêt de cette dépense dans l'économie qu'elle permettra de réaliser.

Sur ce premier point, nous pouvons donc dire avec toutes chances de ne pas nous tromper, qu'en prenant le réseau du Simplon, tel qu'il se comporte aujourd'hui, c'est-à-dire abstraction faite des espérances si légitimes que nous avons le droit d'avoir, au sujet du succès de la grande opération du percement de la montagne, nous ne faisons pas une mauvaise affaire. Nous ne pensons pas cependant faire ce que l'on appelle une bonne affaire, mais seulement une affaire utile, convenable, qui, sans apporter de charges nouvelles à notre Compagnie, lui remet cependant un tronçon de ligne complétant son réseau, lui fournit un meilleur développement et une meilleure utilisation de ses moyens d'action et met fin à un état de lutte qui pouvait nuire, dans l'avenir, au crédit des deux Compagnies.

Les diverses explications que nous venons de vous donner, n'auraient, cependant, pas suffi à engager votre Conseil à vous soumettre les propositions à l'ordre du jour de cette assemblée spéciale. Il ne pouvait pas avoir oublié votre refus de 1876, qui, bien que s'appliquant à des conditions toutes différentes, semblait indiquer une répugnance marquée à rentrer dans la voie des extensions de notre réseau.

Nous avons été guidés par le sentiment que la fusion de notre Compagnie avec celle du Simplon, nous était imposée par l'opinion publique. Il nous a paru que le public comprenait, comme nous, que notre Compagnie ne pouvait plus se tenir à l'écart des négociations, si habilement conduites, qui avaient donné à la grande question du tunnel du Simplon un caractère tout particulier de probabilité de succès prochain. Il nous a paru que notre concours était recherché, qu'il était à la veille de devenir presque indispensable et qu'il y avait dès lors pour nous devoir d'hommes d'affaires chargés de défendre vos intérêts et d'améliorer toujours votre situation et devoir patriotique d'aider à la solution d'une œuvre qui doit profiter à nos cantons dans une si large mesure.

Des personnes autorisées nous ont souvent représentés comme hostiles au percement du Simplon et comme cherchant à nuire à la Compagnie de ce nom. Nous n'avons pas

voulu relever ces insinuations dictées par un esprit prévenu, afin de ne pas donner ouverture à un débat sans utilité pratique et qui ne pouvait provoquer que des discussions pénibles; nous avons préféré attendre que les circonstances nous permissent de prouver par nos actes que, loin d'être hostiles, nous étions tout disposés à joindre nos efforts à ceux qui ont déjà été faits et qui ont amené la question à la veille de recevoir sa solution.

Notre attitude est appréciée aujourd'hui comme elle doit l'être, et nous sommes convaincus que l'opinion publique fera justice de préventions que rien ne justifie.

Vous savez qu'en 1872, lors de la fusion des trois Compagnies en une seule, fusion qui a donné naissance à la Compagnie actuelle de la Suisse Occidentale, celle-ci a pris vis-à-vis de l'Etat de Vaud l'engagement de contribuer pour une somme de cinq millions de francs aux dépenses de la construction du grand tunnel du Simplon, à la condition que, dans les arrangements de toute nature à intervenir pour l'exécution de cet immense travail, les intérêts du pays et ceux de la Compagnie de la Suisse Occidentale fussent bien sauvegardés.

Cette condition mise à notre subvention faisait d'elle, en quelque sorte, la base de toutes les subventions suisses, et pour l'obtenir, il était nécessaire de nous donner des garanties sérieuses; or ces garanties ne pouvaient guères revêtir que deux formes: ou l'engagement de la Compagnie du Simplon de ne souscrire aucune convention sans que notre Compagnie y fût partie contractante, ou la fusion des deux Compagnies.

Dès le milieu de l'année 1880, les autorités cantonales vaudoises, informées par la Compagnie du Simplon que le concours des intérêts suisses dans les négociations françaises pourrait devenir nécessaire, durent se préoccuper de connaître les dispositions des Cantons intéressés et celles de la Compagnie de la Suisse Occidentale au sujet de la subvention promise par elle de 5,000,000 fr., et ne contestèrent pas la légitimité de nos prétentions en ce qui concernait la nature des garanties que nous réclamions avant de réaliser notre subvention. Elles désirèrent provoquer un moyen d'entente entre les deux Compagnies et, pour y arriver, prirent le parti de les convoquer à des conférences purement officieuses, sous leur présidence.

Aucune entente ne put être obtenue dans ces conférences; mais il ressortit des discussions prolongées qui s'y produisirent, que le système de la fusion était le seul moyen pratique d'arriver au but que l'on se proposait. Malheureusement la formule de fusion était très difficile à trouver, les prétentions restant immuables de part et d'autre; aussi ces premières négociations s'ajournèrent en quelque sorte d'elles-mêmes.

Cependant le temps et l'opinion publique firent leur œuvre ordinaire de conciliation. Les manifestations de la Bourse, les progrès que faisait à Paris la question de la subvention française et enfin l'influence des autorités cantonales vaudoises qui comprenaient la

nécessité d'une prochaine solution, engagèrent les deux Compagnies à renouer des négociations en vue de la fusion. La seule nouvelle de ces pourparlers suffit pour provoquer une forte demande sur les titres de la Suisse Occidentale et du Simplon et démontra que le moment était venu de prendre une décision qui réglât définitivement l'avenir des deux Compagnies.

Dès lors tout devint relativement facile et, en peu de jours, la solution fut trouvée et accueillie avec faveur d'une manière générale, nous croyons pouvoir le dire.

On s'arrêta au système de fusion par l'extinction des titres d'actions de la Compagnie du Simplon, en leur substituant des actions actuelles de la Suisse Occidentale dont on créerait le nombre nécessaire à l'échange total.

A l'époque de la reprise des négociations, les actions de la Suisse Occidentale étaient cotées à la Bourse à 150 fr. en moyenne; celles du Simplon, dont un très petit nombre seulement abordait le marché, atteignaient les prix de 420 à 430 fr. Nous en tirions la valeur relative de trois actions de la Suisse Occidentale pour une du Simplon, ce qui était juste, puisque ces deux titres, ne donnant aucun revenu, ne pouvaient être capitalisés que par l'escompte de leur valeur d'avenir. En outre, il nous a paru qu'il fallait tenir compte à la Compagnie du Simplon d'une plus-value en faveur de ses titres, en raison de l'apport qu'elle faisait à notre Compagnie des résultats déjà obtenus dans la question des subventions étrangères, et en raison aussi des convenances particulières déjà indiquées que nous trouvions à faire rentrer la ligne du Simplon dans le réseau de la Suisse Occidentale, réseau qui se trouverait ainsi contenir tout l'ensemble des voies ferrées des cantons de la Suisse française.

Cette plus-value a été estimée à une action de la Suisse Occidentale pour une action du Simplon, de sorte que la fusion a pu se faire sur la base de quatre actions de la Suisse Occidentale pour une action du Simplon.

Cette base d'évaluation, qui est en somme toute la convention de fusion, peut être examinée à deux points de vue : celui des actionnaires de la Compagnie du Simplon et celui des actionnaires de la Compagnie de la Suisse Occidentale. Il est évident que les premiers font une bonne opération; ils ne pouvaient espérer un prix plus élevé, pour le cas où, le tunnel devant se faire, il aurait fallu réorganiser leur capital social et lui adjoindre les capitaux nouveaux devenus nécessaires; ceux-ci se sentant nécessaires, auraient certainement réduit le plus possible la majoration à accorder aux anciens titres. D'un autre côté, dans le cas où le tunnel ne se ferait pas, leurs titres devaient subir une forte dépréciation, car il était clair pour tout le monde qu'ils ne pourraient que rarement se partager un revenu net.

Quant à la Suisse Occidentale, la création et la remise d'actions nouvelles, ne lui imposent aucune charge; si elle ne doit pas distribuer de dividendes, il importe peu que le



nombre de ses actions soit plus ou moins élevé. Si elle en doit distribuer, le partage portant sur 32,000 actions de plus que 181,204, réduit la part de chacune d'environ 14 %, et encore cette réduction sera-t-elle ramenée à sa moitié, tant que la Compagnie de la Suisse Occidentale conservera la jouissance des 15,000 actions qui lui reviendront sur les 32,000 nouvelles, du chef des 3750 actions du Simplon dont elle est toujours possesseur. Elle ne fait donc qu'un sacrifice insignifiant, si le grand tunnel ne peut être exécuté; mais en revanche, elle fait une bonne opération, si la question du percement est résolue favorablement, car alors elle acquiert la direction d'un trafic nouveau important, productif pour ses actionnaires, et peut lutter contre la concurrence que la ligne du Gothard ne manquera pas de faire à son trafic actuel.

En comptant les 17,000 actions nouvelles que nous devons remettre aux actionnaires du Simplon, au cours moyen de 200 fr. qu'elles ont atteint lorsque le bruit de la fusion s'est répandu, et en y ajoutant soit les 1,848,750 fr. payés par nous sur nos 3750 actions de cette Compagnie, soit le capital de sa dette, sous déduction des valeurs figurant à son actif, nous trouvons que la ligne Bouveret-Brigue coûte à la Suisse Occidentale une somme totale de 7,750,000 fr., soit 66,200 fr. par kilomètre, chiffre bien inférieur au coût d'établissement de toutes les sections de notre propre réseau. Si l'on évalue les actions à leur taux nominal de 500 fr., le prix de revient de la ligne du Simplon s'élève à la somme de 12,850,000 fr., soit environ 110,000 fr. par kilomètre, ce qui est encore au-dessous du prix de construction le plus bas d'une ligne de chemin de fer à voie normale.

Cette base de quatre actions de la Suisse Occidentale pour une du Simplon a donc ce rare privilège d'être à la fois une bonne opération pour les deux parties contractantes et de ne pouvoir en aucun cas nuire aux actionnaires de la Suisse Occidentale qui, dans les éventualités les plus défavorables, ne perdront ni ne gagneront matériellement à l'échange et y acquerront un complément nécessaire à leur réseau.

Cette base fondamentale de la fusion admise, il ne reste que quelques mots à dire au sujet des autres conditions stipulées dans la convention qui vous est soumise.

Nous avons réservé notre droit à l'échange pour nos 3750 actions du Simplon, qui recevront ainsi 15,000 actions nouvelles. Ces actions resteront dans nos coffres pendant une durée d'au moins quatre ans, à moins que dans cet intervalle de temps la construction du tunnel ne puisse être commencée. Dans ce cas, nous aurons le droit de réaliser nos titres pour en faire servir le produit aux besoins de cette construction. Cette clause n'a d'autre objet que de rassurer les porteurs de titres des deux Compagnies et de nous permettre, dans le cas si heureux pour nous où le tunnel s'exécuterait, d'utiliser ces actions pour le paiement des 5,000,000 fr. de subvention à charge de notre Compagnie.

La Compagnie du Simplon devait se réserver dans le Conseil de la Suisse Occidentale, et celui-ci ne pouvait lui refuser le droit de représenter les intérêts des porteurs des

4250 actions du Simplon qui recevront 17,000 actions nouvelles. Cette représentation sera obtenue par la création de quatre sièges dans notre Conseil, dont quatre administrateurs actuels du Simplon deviendront titulaires pour une période de cinq ans, à l'expiration de laquelle l'assemblée générale reprendra son droit d'élection.

Le Président actuel de la Compagnie du Simplon, qui a conduit jusqu'à ce jour, avec une habileté incontestable, les négociations destinées à procurer le concours des pays étrangers à la dépense de construction du grand tunnel, occupera l'un des quatre sièges mis à la disposition de sa Compagnie, et continuera à donner tous ses soins aux négociations en cours, dont lui seul connaît et tient tous les fils. Il représentera dans ces négociations votre Conseil d'administration, qui lui donnera dans ce but une délégation spéciale.

Les autres articles de la convention de fusion s'expliquent d'eux-mêmes. Nous ne dirons que peu de mots de la clause relative aux tarifs. Vous remarquerez qu'elle a pour unique objectif les conventions internationales à intervenir et nous oblige à nous prêter à toute disposition qui aura pour but d'attirer le trafic sur les deux lignes du Simplon et de la Suisse Occidentale. Cette condition nous a été demandée par la Compagnie du Simplon et, comme elle est tout à fait dans nos vues et dans notre intérêt, nous l'avons facilement acceptée.

Il nous reste maintenant à vous donner quelques explications au sujet de l'intervention de la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, dans les conséquences de la convention de fusion, pour laquelle, conformément aux contrats en vigueur, nous avons dû obtenir l'approbation de cette Société.

Comme toujours pour tout ce qui concerne les intérêts de notre Compagnie, nous avons trouvé la Société suisse animée des meilleures intentions et disposée à se prêter à toute la combinaison.

Nous devons lui accorder sa participation dans les bénéfices nets qui pourraient résulter de la fusion, ce qui se réduit à assez peu de choses, puisque nous pouvons compter qu'il se passera au moins dix ans, c'est-à-dire toute la durée de nos conventions avec elle, avant que le grand tunnel ne puisse être livré à l'exploitation.

Mais nous devons lui demander en échange, de prendre sa part des charges, c'est-à-dire d'admettre que le service de l'emprunt du Simplon soit fait avant tout prélèvement par elle et qu'elle autorise à porter aux frais d'exploitation cinq kilomètres de renouvellement de voie, en addition aux 20 kilomètres déjà prévus dans nos traités.

La Société suisse a admis ces deux points très importants, ce qui nous a prouvé qu'elle comprenait la convention de fusion comme nous et y trouvait les mêmes avantages.

Nous avons également obtenu son concours pour la formation d'un syndicat qui aidera aux négociations en se chargeant à ses risques et périls de tous les frais qui en



résulteront et qui ne recevra une rémunération qu'en cas de succès. Grâce à cette combinaison, dans laquelle notre Compagnie interviendra pour une somme limitée, non-seulement nous intéressons à la cause du Simplon les principaux financiers du pays, mais nous avons la certitude que la fusion ne nous apportera aucune charge, aussi longtemps que la question du percement n'aura pas abouti à une solution qui compensera largement tous les sacrifices faits dans ce but.

Nous sommes d'autant plus heureux de vous signaler l'accord établi sur ces différents points avec la Société suisse, qu'il nous permet de compter sur la coopération de cette Société et de tous ses membres et amis pour les combinaisons financières importantes qu'il y aura lieu de réaliser lorsqu'il s'agira de créer l'énorme capital nécessaire à la construction du tunnel, de même qu'à l'aménagement de nos voies et moyens actuels d'exploitation, indispensable pour nous mettre en état de faire face à l'accroissement considérable de trafic qui sera la conséquence de l'ouverture du nouveau passage à travers les Alpes.

---

L'un des articles de la convention qui vous est soumise, stipule que la Compagnie fusionnée sera régie en tous points par les statuts actuels de la Compagnie de la Suisse Occidentale, auxquels il ne sera apporté que les modifications nécessaires pour les mettre en harmonie avec le traité de fusion.

Ces modifications sont peu nombreuses.

A l'art. 1<sup>er</sup>, il y a lieu d'indiquer, comme nom de la Compagnie, celui de « Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale *et du Simplon*. » L'adjonction de ces trois derniers mots n'implique pas la constitution d'une nouvelle société ni même un changement de raison sociale; elle signifie simplement que la Compagnie du Simplon s'est jointe à la nôtre et que nous nous chargeons désormais pour notre propre compte de la grande entreprise à laquelle nous nous étions déjà intéressés par la souscription de la moitié du capital actions.

Pour mieux caractériser ce but, nous en faisons l'objet d'un nouveau paragraphe, sous lettre *e*, bien que la lettre *d* eût déjà prévu « l'établissement, le parachèvement et » l'exploitation ..... de toutes les lignes de chemins de fer et de tous prolongements ou » embranchements dont la présente Société obtiendrait la concession ou qu'elle adjoindrait par voie de fusion, bail, acquisition, échange ou autrement, au réseau qu'elle » possède. »

La lettre *e* actuelle de l'article 1<sup>er</sup>, devient ainsi lettre *f*.

A l'article 2, nous devons, pour nous conformer à la concession de la ligne du Simplon, ajouter *Sion* aux villes dans lesquelles la Compagnie aura un domicile réel, avec représentant.

L'art. 4 doit être modifié ensuite de la création des 32,000 actions nouvelles que nous nous sommes engagés à remettre en échange des actions du Simplon. A cet effet, le chiffre du fonds social, fixé aujourd'hui à 90,602,000 fr., est élevé à **106,602,000 francs**, et une clause spéciale est introduite, sous lettre *c*, au sujet des 32,000 actions ordinaires à émettre pour remplir nos engagements envers la Compagnie du Simplon.

Nous croyons devoir profiter des changements apportés à cet art. 4 pour modifier aussi ce qui, dans le même article, n'est plus conforme à l'état de choses actuel. Ainsi, les 11,204 actions prévues à la lettre *b*, pour les lignes de la Broye, ne sont plus à émettre, mais *ont été* émises. La lettre *c* (qui devient lettre *d* par suite de l'introduction de la clause relative aux 32,000 actions nouvelles) parlait des actions privilégiées comme « non entièrement libérées; » elles le sont aujourd'hui. Le second alinéa de la même lettre, indiquant les termes et le mode de paiement des actions privilégiées, n'a plus d'objet et doit être supprimé. Enfin, dans le troisième alinéa, il y a lieu de retrancher les mots « libérées de 200 francs. »

La modification de l'art. 4, qui consiste à énumérer les actions privilégiées sous lettre *d*, au lieu de lettre *c*, entraîne un changement correspondant dans le quatrième alinéa de l'art. 7 où cette lettre est rappelée.

A l'art. 8, lettre *c*, le chiffre de *vingt* kilomètres qui est indiqué comme celui du renouvellement annuel des voies à porter au budget ordinaire, jusqu'à ce que l'état d'entretien normal de la voie soit rétabli, doit être remplacé par celui de *vingt-cinq* kilomètres qui résulte de notre nouvelle convention avec la Société suisse et qui correspond à l'extension de notre réseau.

Enfin l'art. 23, relatif à la composition du Conseil d'administration, doit être révisé pour tenir compte de l'entrée de cinq nouveaux membres, dont quatre à prendre parmi les administrateurs du Simplon et un à désigner par l'Etat du Valais. Les statuts actuels fixent le nombre des membres du Conseil à 16 au moins et 20 au plus. En ajoutant 5 à ces deux chiffres, nous obtenons comme minimum 21 et comme maximum 25. Au lieu de *quatre* administrateurs nommés par les gouvernements des cantons, nous en aurons *cinq*, l'Etat du *Valais* étant mis sur le même pied que ceux de Fribourg, Vaud, Neuchâtel et Genève.

L'augmentation du nombre des membres du Conseil ne modifie pas le système de rotation prévu à l'art. 26. D'après cet article, le Conseil est renouvelé par cinquième, chaque année. Pendant que le nombre maximum était de vingt, chaque série comptait

quatre membres. A l'avenir, elle sera de cinq, puisque le maximum est porté à vingt-cinq.

---

Nous annexons au présent rapport :

1<sup>o</sup> La convention signée le 26 mars 1881 entre la Compagnie du Simplon et la nôtre, pour la fusion des deux Compagnies ;

2<sup>o</sup> La convention signée le 4 avril 1881 entre la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer et notre Compagnie, à l'effet de régler leurs rapports réciproques après la fusion du Simplon, convention qui fera suite à celles du 7/11 octobre 1875 et du 28 février 1877 ;

3<sup>o</sup> Le texte des modifications à apporter à quelques articles de nos statuts, pour les mettre en harmonie avec le traité de fusion du Simplon.

Nous vous prions, Messieurs, de vouloir bien approuver ces deux conventions et nous autoriser à prendre les mesures d'exécution nécessaires. Le traité de fusion devra encore, pour devenir définitif, être soumis à la ratification de l'Assemblée fédérale. Nous vous demandons également des pouvoirs pour modifier les statuts dans le sens indiqué au projet ci-joint et pour faire approuver ces modifications par le Conseil fédéral.

Si, en 1876, votre Conseil était divisé sur l'opportunité de la fusion avec la Compagnie du Simplon, nous sommes heureux de vous dire qu'aujourd'hui il est unanime à vous recommander l'adoption du traité qui vous est soumis. Nous pouvons même invoquer l'avis si autorisé de celui que vous aviez l'habitude de voir, depuis bien des années, présider vos réunions et que nous avons eu la douleur de perdre récemment. M. de Weck-Reynold qui portait un si grand intérêt à notre Compagnie et dont nous nous réservons de signaler à une autre occasion les éminents services, avait voué de tout temps une attention particulière à la question du Simplon. Il comprenait toute l'importance de ce passage des Alpes pour le réseau de la Suisse Occidentale et la nécessité de s'assurer la possession des lignes d'accès pour travailler plus efficacement au percement du grand tunnel. Personne n'a oublié que c'est sur son initiative qu'est intervenue, dans les Chambres fédérales, la transaction qui, en permettant d'achever l'entreprise du Gothard, assurait une subvention aux deux autres passages projetés, à l'est et à l'ouest de la Suisse. Aussi, longtemps avant que le gouvernement de Vaud eût provoqué des conférences entre les deux Compagnies, il avait été en pourparlers avec les principaux administrateurs du Simplon pour mieux régler les rapports réciproques et obtenir en faveur de la Suisse Occidentale une influence en rapport avec sa participation financière et

avec ses intérêts. Lorsque s'ouvrirent les premières négociations officieuses, en mai 1880, il fut tout naturellement désigné pour être l'un de nos représentants, et il n'a pas dépendu de ses efforts et de son esprit conciliant qu'elles n'aboutissent déjà à ce moment à une entente. La combinaison qui vous est présentée aujourd'hui, mise alors en avant par l'un des délégués, mais retirée ensuite, avait obtenu l'assentiment de M. de Weck, si bien que nous sommes fondés à dire qu'il l'eût appuyée de son influence si légitime, s'il lui avait été donné d'assister à votre réunion.

Permettez-nous, Messieurs, d'ajouter qu'en négociant le traité de fusion du Simplon, nous avons été guidés et soutenus par le sentiment d'agir conformément à vos propres intentions. En effet, le simple bruit que l'on s'occupait de cette affaire, a été salué par une hausse subite et très considérable dans le cours de nos actions. Ce fait, rapproché des autres manifestations de l'opinion publique, indiquait clairement que les actionnaires de la Suisse Occidentale désiraient la fusion avec la Compagnie du Simplon et l'envisageaient comme favorable à leurs intérêts. Votre Conseil aurait cru manquer à son devoir en ne se conformant pas à ces vœux, qui répondent d'ailleurs à l'intime conviction de tous ses membres.

---

Ensuite du rapport qui précède, nous avons l'honneur de soumettre à votre acceptation la résolution ci-après :

### RÉSOLUTION UNIQUE

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale ;

Vu la convention conclue le 26 mars 1881 entre les délégués de la Compagnie des chemins de fer du Simplon et ceux de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, pour la fusion de ces deux Compagnies ;

Vu la convention conclue le 4 avril 1881 par le Conseil d'administration avec la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, à l'effet de régler le rapport des deux sociétés, après la fusion de la Suisse Occidentale avec le Simplon, convention destinée à compléter celle du 7/11 octobre 1875 ;

Sur le rapport et la proposition du Conseil d'administration ;

En application de l'article 19, lettre *g* des statuts ;

●

Approuve les conventions mentionnées ci-dessus et donne au Conseil d'administration tous pouvoirs pour prendre les mesures d'exécution nécessaires, spécialement pour faire approuver le traité de fusion par les autorités compétentes, apporter aux statuts les modifications propres à les mettre en harmonie avec le dit traité et créer les trente-deux mille actions nouvelles qui y sont prévues.

Lausanne, le 7 avril 1881.

Au nom du Conseil d'administration :

*Le Vice-Président,*

BORY-HOLLARD.

*Le Secrétaire général,*

Alb. CUONY.





# PIÈCES ANNEXES





# CONVENTION

RELATIVE A LA FUSION

de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale

ET

de la Compagnie du chemin de fer du Simplon.

---

DU 26 MARS 1881

---

Entre le *Conseil d'administration des chemins de fer de la Suisse Occidentale*, représenté par M. Emile *Bory-Hollard*, son vice-président, et M. Louis *Rambert*, l'un de ses membres, lesquels agissent en vertu des pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés par ce Conseil le 17 mars 1881, et sous réserve de ratification par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, — d'une part ;

Et le *Conseil d'administration du chemin de fer du Simplon*, représenté par M. Paul *Ceresole*, son président, et M. Alfred *Renevier*, l'un de ses membres, lesquels agissent en vertu des pouvoirs spéciaux qui leur ont été conférés par ce Conseil le 25 mars 1881, et sous réserve de ratification par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Simplon, — d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. Les Compagnies des chemins de fer de la Suisse Occidentale et du Simplon déclarent par le présent traité qu'elles se fusionnent en une seule et même Compagnie, sur la base des conditions suivantes :

La nouvelle Compagnie prendra le titre de *Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale et du Simplon*.

ART. 2. La Compagnie du Simplon, constituée en vertu :

a) De concession votée par l'Assemblée fédérale du 24 septembre 1873, modifiée par arrêtés de la dite Assemblée, du 23 décembre 1879 et du 19 juin 1880 ;

b) De statuts passés en forme authentique, le 11 décembre 1876, et approuvés par le Conseil d'Etat du canton de Vaud, le 22 décembre 1876, et par le Conseil fédéral, le 26 janvier 1877 ;

Remet à la Compagnie fusionnée qui l'accepte, tout son actif et tout son passif, tels qu'ils se comporteront l'un et l'autre le jour de l'exécution du présent traité, l'intention des parties étant que la Compagnie fusionnée soit subrogée activement et passivement dans tous les biens, actions, charges, dettes et obligations de la Compagnie du Simplon.

ART. 3. En échange de cette cession, la Compagnie de la Suisse Occidentale et du Simplon créera trente-deux mille actions nouvelles d'un type et d'une valeur nominale en tout conformes aux actions actuelles de la Suisse Occidentale dites ordinaires, et les remettra libérées de cinq cents francs à la Compagnie du Simplon pour les échanger contre les huit mille actions libérées de cinq cents francs émises par celle-ci, l'échange devant être fait à raison de quatre actions nouvelles contre une actuelle du Simplon.

Cet échange devra pouvoir être opéré soit en titres définitifs, soit en certificats provisoires négociables, dans les quinze jours dès la ratification du présent traité.

La Compagnie fusionnée, ne voulant pas créer dès à présent des titres nouveaux sous une désignation différente des anciens, se réserve d'y introduire la nouvelle désignation de la Compagnie lorsqu'il deviendra nécessaire de rééditer ses titres d'actions.

ART. 4. Sur les huit mille actions actuelles du Simplon, les trois mille sept cent cinquante en mains de la Suisse Occidentale seront échangées contre quinze mille actions de la fusion et remises à la Compagnie fusionnée. Celle-ci les conservera à la souche et n'en pourra faire l'émission avant un délai de quatre ans dès la ratification du présent traité, à moins que la construction du grand tunnel ne soit commencée avant l'expiration de ce délai.

ART. 5. La Compagnie du Simplon, soit, pour elle, son Conseil d'administration ou ses actionnaires réunis en assemblée, désignera des délégués chargés d'opérer l'échange des actions et de donner à la Compagnie fusionnée bonne et valable quittance des actions nouvelles remises et de recevoir quittance des actions actuelles du Simplon.

ART. 6. Les actions actuelles du Simplon échangées et remises à la Compagnie fusionnée seront immédiatement annulées et mention de cette annulation sera faite sur la quittance réciproque.

Les deux mille actions de la Compagnie du Simplon actuellement à la souche seront annulées.

ART. 7. La Compagnie de la Suisse Occidentale et du Simplon sera en tout point régie par les statuts actuels de la Compagnie Suisse Occidentale, auxquels il ne sera apporté que les modifications nécessaires pour les mettre en harmonie avec le présent traité de fusion.

ART. 8. Le Conseil d'administration de la Compagnie fusionnée se composera du Conseil actuel de la Compagnie Suisse Occidentale, auquel il sera ajouté quatre membres pris dans le sein du Conseil de la Compagnie du Simplon, et désignés par celui-ci après entente entre les Conseils des deux Compagnies.

Les quatre administrateurs de la Compagnie fusionnée choisis comme il vient d'être dit dans la Compagnie du Simplon, resteront en fonctions pendant cinq ans, et toute réélection ultérieure sera faite dans la forme statutaire.

ART. 9. Pour tenir compte de la clause contenue à l'article 4 des statuts de la Compagnie du Simplon, d'après laquelle un ressortissant du canton du Valais doit faire partie du Conseil de cette Compagnie, et pour mettre le Valais sur le même pied que les cantons mentionnés à l'article 23 des statuts de la Suisse Occidentale, la Compagnie fusionnée offrira au canton du Valais la faculté de désigner un membre du Conseil d'administration qui jouira des mêmes droits que les membres nommés par les autres cantons.

ART. 10. Un bilan arrêté à la date de la ratification définitive de la convention de fusion, sera dressé par les soins de la Compagnie du Simplon et certifié par ses délégués. Ce bilan sera annexé à la convention pour en faire partie intégrante.

La Compagnie fusionnée reprenant à sa charge tout l'actif et le passif tels qu'ils se comporteront, il n'y a pas lieu de dresser ni inventaires ni état des lieux du matériel ou de la ligne. Le seul inventaire des matières et du matériel approvisionnés sera dressé et annexé à l'appui du bilan.

Ce bilan sera reconnu par les délégués de la Compagnie Suisse Occidentale et pris en charge par la Compagnie fusionnée.

ART. 11. La fusion accomplie donnant à la Compagnie Suisse Occidentale les garanties promises en échange de sa subvention de cinq millions de francs, la Compagnie fusionnée versera, suivant les conditions fixées dans les traités internationaux à intervenir, cette somme de cinq millions de francs au fur et à mesure des besoins, pour être

exclusivement employée à subvenir aux travaux du percement du grand tunnel, concurremment avec les autres subventions.

ART. 12. La Compagnie fusionnée fera tout ce qui dépendra d'elle pour aider aux négociations ayant pour objet l'obtention de la subvention française et la participation italienne.

M. Paul Ceresole s'engage à continuer en faveur de la Compagnie fusionnée les soins qu'il a donnés jusqu'à présent à ces négociations, et de son côté la Compagnie fusionnée s'engage à lui donner une délégation spéciale en vue des négociations et à lui fournir les moyens de s'y consacrer.

ART. 13. En vue des négociations internationales à intervenir pour constituer l'entreprise du Simplon, la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale et celle du chemin de fer du Simplon s'engagent dès à présent, au nom de la Compagnie fusionnée, à consentir les tarifs de nature à attirer à la voie Suisse Occidentale-Simplon le transit entre l'Italie et la France.

ART. 14. La Compagnie fusionnée conservera, dans les limites des besoins du service, le personnel actuel de la Compagnie du Simplon. Les indemnités dues aux employés mis en disponibilité ou dont la position sera amoindrie, seront déterminées et réglées par la Compagnie du Simplon.

En ce qui concerne les retraites pour le personnel, elles seront calculées sur la base des règlements actuels de la Suisse Occidentale, en admettant le quinze février mil huit cent soixante et quatorze comme date la plus reculée d'entrée au service.

ART. 15. Les Compagnies contractantes s'engagent à faire toute diligence pour réaliser dans le plus bref délai possible les ratifications nécessaires et les formalités qui doivent précéder la mise en vigueur de la convention de fusion.

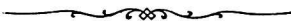
Lausanne, le vingt-six mars mil huit cent quatre-vingt-un.

Au nom du Conseil d'administration de la Compagnie  
du chemin de fer du Simplon :

P. CERESOLE.  
RENEVIER.

Au nom du Conseil d'administration de la Compagnie  
des chemins de fer de la Suisse Occidentale :

BORY-HOLLARD.  
L. RAMBERT, avocat.



# CONVENTION

ENTRE

**la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale**

ET

**la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer.**

---

DU 4 AVRIL 1881

---

Entre les soussignés : MM. Bory-Hollard et L. Rambert, membres du Conseil d'administration des chemins de fer de la Suisse Occidentale, agissant dans la limite des pouvoirs qui leur ont été donnés par le dit Conseil dans sa séance du 17 mars 1881, d'une part ;

Et MM. Louis Lullin et Charles Masson, membres du Conseil d'administration de la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, ayant son siège à Genève, d'autre part ;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Les délégués du Conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, et les délégués du Conseil d'administration du chemin de fer du Simplon, munis des pleins-pouvoirs de ces deux Conseils, ont signé, le 26 mars 1881, un contrat de fusion entre ces deux Compagnies, sous réserve de ratification par les assemblées générales de la Suisse Occidentale et du Simplon.

Aux termes de ce contrat annexé à la présente convention, la Compagnie fusionnée prendra la dénomination de *Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale et du Simplon.*

Les délégués du Conseil d'administration des chemins de fer de la Suisse Occidentale demandent à la Société suisse que les résultats de la ligne du Simplon soient compris dans les résultats généraux de la Suisse Occidentale, à partir du moment où la fusion des deux lignes sera devenue définitive. Les délégués du Conseil d'administration de la Société suisse ayant adhéré à cette demande, il a été rédigé la convention suivante, qui sera considérée comme faisant partie des conventions des 7/11 octobre 1875 et du 28 février 1877.

ARTICLE PREMIER. Les recettes et les dépenses d'exploitation de la ligne du Simplon (Bouveret-Brigue), ainsi que le service de son emprunt montant à 150,000 fr. par an, seront compris dans les résultats généraux de la Compagnie de la Suisse Occidentale, à partir du jour où elle sera entrée en possession de la ligne du Simplon.

ART. 2. En conséquence, le maximum de six millions de francs prévu à l'art. 3, lettre c de la convention du 7/11 octobre 1875, porté à six millions deux cent soixante mille francs par la convention du 28 février 1877, est porté à six millions quatre cent dix mille francs.

Au-delà de ce prélèvement privilégié de 6,410,000 francs en faveur de la Compagnie, les excédants annuels se partageront comme il est dit à l'art. 3 de la convention du 7/11 octobre 1875.

L'avance que la Société suisse s'est engagée à faire sur ses bénéfices, aux termes de l'art. 4 de la dite convention, pourra être demandée par la Compagnie de la Suisse Occidentale, après prélèvement de 6,410,000 francs au lieu des six millions antérieurement prévus.

ART. 3. Pour l'établissement du compte des excédants qui doivent être partagés entre la Société suisse et la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, celle-ci pourra porter dans ses frais d'exploitation la réfection de vingt-cinq kilomètres de voie par an, en moyenne, au lieu des vingt kilomètres prévus à l'art. 6, 2<sup>o</sup> de la convention du 7/11 octobre 1875.

ART. 4. Si la Compagnie de la Suisse Occidentale entre en possession de la ligne du Simplon avant le 31 décembre 1881, l'augmentation de 150,000 francs du prélèvement privilégié de la Compagnie, et l'augmentation de cinq kilomètres de réfection de voie à porter au compte de l'exploitation, prévues aux art. 2 et 3 de la présente convention, seront réduites, pour l'année courante, dans la proportion du temps qui se sera écoulé depuis la prise de possession de la ligne du Simplon jusqu'au 31 décembre 1881.

ART. 5. La présente convention ne liera les contractants que lorsque la fusion des Compagnies de la Suisse Occidentale et du Simplon sera un fait accompli.

Elle fera partie de la convention du 7/11 octobre 1875, à laquelle elle n'apporte pas d'autres changements.

Fait en deux doubles, à Lausanne, le quatre avril mil huit cent quatre-vingt-un (4 avril 1881).

L. LULLIN.

Ch. MASSON.

BORY-HOLLARD.

L. RAMBERT, avocat.



# MODIFICATIONS

à apporter aux statuts de la Compagnie de la Suisse Occidentale,  
par suite de la fusion avec le Simplon.

---

ARTICLE PREMIER. La Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale *et du Simplon* a pour but :

*a, b, c, d* (Comme précédemment).

*e) Le parachèvement et l'exploitation de la ligne Bouveret-Brigue ; concédée primitivement à la Compagnie du Simplon, la construction et l'exploitation du tronçon Bouveret-Saint-Gingolph, l'étude du percement d'un tunnel entre Brigue et la frontière italienne par le Simplon, la construction et l'exploitation du tronçon Brigue-frontière italienne.*

*f) La création des installations, etc. (Texte de la lettre e actuelle.)*

ART. 2. Le siège de la Compagnie est établi à Lausanne. Cependant, pour tenir compte des droits et des besoins des autres cantons dont le réseau fusionné emprunte le territoire, la Compagnie aura un domicile réel, avec représentant, dans les villes de Genève, Neuchâtel, Fribourg *et Sion*. Elle sera soumise, etc. (Comme précédemment).

ART. 4. Le fonds social est fixé à *cent six millions* et six cent deux mille francs, représentés par :

*a) Cent quarante-deux mille actions ordinaires non privilégiées, chacune de 500 francs, entièrement libérées ;*

*b) Onze mille deux cent quatre actions ordinaires qui ont été émises pour remplir les engagements concernant l'établissement des lignes Palézieux-frontière bernoise près Fräschels et Fribourg-Payerne-Yverdon ;*

*c) Trente-deux mille nouvelles actions ordinaires, de 500 fr. chacune, qui seront émises pour remplir les engagements pris à l'occasion de la fusion avec la Compagnie du Simplon ;*



d) Vingt-huit mille actions privilégiées, de 500 fr. chacune, *entièrement libérées*.

*Suppression du quatrième alinéa commençant par ces mots : « Les termes et le mode de paiement, » etc.*

Les actions privilégiées participeront aux bénéfices, etc. (Sans changement, sauf la suppression des mots : *libérées de 200 francs*).

ART. 7. *Quatrième alinéa*. Les actions privilégiées créées en vertu de l'art. 4, *litt. d*, (au lieu de *litt. c*). Le reste sans changement.

ART. 8. Lettre *c*. Un troisième fonds de réserve spécial, destiné aux dépenses extraordinaires d'entretien ou de renouvellement des lignes et de leur matériel, non compris le renouvellement annuel des *vingt-cinq* kilomètres de voie, qui continuera, etc. (Comme au texte actuel.)

ART. 23. *Premier alinéa* : Sans changement.

*Second alinéa* : Le nombre des membres du Conseil d'administration est de *vingt-un* au moins et de *vingt-cinq* au plus, dont *cinq* nommés par les gouvernements des cantons de Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Genève *et Valais*, à raison d'un par canton, et les autres par l'assemblée générale des actionnaires.

Les deux tiers, etc. (Le reste sans changement.)

---



# PROCÈS-VERBAL

DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

DE LA

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

TENUE A LAUSANNE, LE 5 MAI 1881.



L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le cinq mai, à deux heures et demie de l'après-midi, sur la convocation faite par le Conseil d'administration, conformément à l'art. 13 des statuts, les actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale se sont réunis en assemblée générale extraordinaire dans la salle du Casino-Théâtre, à Lausanne.

M. Bory-Hollard, vice-président du Conseil d'administration, ouvre la séance en annonçant qu'il a été désigné par le Conseil d'administration, en vertu d'une délégation spéciale, conférée le 7 avril, conformément à l'art. 17 des statuts, pour présider l'assemblée de ce jour. Il ajoute les paroles suivantes :

« Je ne puis vous l'annoncer, Messieurs, sans éprouver un sentiment de profonde tristesse, à la pensée qu'une mort prématurée nous a enlevé l'homme distingué qui nous présidait. Le temps nous manque aujourd'hui pour faire l'éloge de M. de Weck comme il doit être fait. Bornons-nous à dire que tous ceux qui lui ont succédé dans les diverses fonctions dont il s'acquittait d'une manière si remarquable, éprouvent qu'il est bien difficile de tenir sa place. »

M. le Président rappelle que, conformément à l'art. 13 des statuts, la convocation de l'assemblée et l'ordre du jour ont été publiés vingt jours à l'avance, par un avis répété deux fois, dans les *Feuilles officielles* de chacun des cantons dont le réseau emprunte le territoire, savoir :

Dans la *Feuille officielle du canton de Fribourg*, des 14 et 21 avril;  
Dans la *Feuille des avis officiels du canton de Vaud*, des 12 et 19 avril;  
Dans la *Feuille officielle du canton de Neuchâtel*, des 14 et 23 avril;  
Dans la *Feuille d'avis officielle du canton de Genève*, des 11 et 18 avril.

En outre, et bien qu'il n'existe aucune prescription statutaire à cet égard, les mêmes avis ont été publiés dans la Feuille fédérale et dans divers journaux suisses, savoir :

Dans la *Feuille fédérale*, des 16 et 23 avril;  
Dans le *Journal de Genève*, des 12 et 21 avril;  
Dans la *Gazette de Lausanne*, des 9 et 16 avril;  
Dans le *Nouvelliste vaudois*, des 9 et 19 avril;  
Dans la *Suisse libérale*, à Neuchâtel, des 12 et 19 avril;  
Dans le *Bulletin financier suisse*, à Lausanne, des 16 et 23 avril.

Les exemplaires de ces journaux sont déposés sur le bureau.

M. le Président fait remarquer que l'assemblée ayant à prendre des décisions qui entraînent la modification des statuts, elle doit, aux termes de l'art. 20 des statuts, pour pouvoir délibérer valablement, représenter au moins le tiers des actions émises, soit 60,402, et ses décisions doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix.

La feuille de présence, signée par les assistants à leur entrée dans la salle, et les pouvoirs qui y sont annexés, constatent que les actionnaires présents ou représentés sont au nombre de *trois cent trente-quatre*, représentant 69,861 actions qui donnent droit à 5647 voix.

Le nombre des actionnaires présents ou représentés étant ainsi supérieur à *trente*, et le nombre des actions représentées excédant le tiers des actions émises, l'assemblée est régulièrement constituée.

Les deux plus forts actionnaires présents sont appelés, en vertu de l'article 17 des statuts, à remplir les fonctions de scrutateurs; en conséquence, M. *Ch. Masson*, banquier à Lausanne, représentant 2000 actions, et M. *Marc Thomas*, banquier à Genève, représentant également 2000 actions, prennent place au bureau.

M. le Président désigne comme secrétaire, conformément au même article des statuts, M. *Albert Cuony*, secrétaire général de la Compagnie.

Il annonce que l'unique objet de l'assemblée de ce jour est de délibérer sur un rapport du Conseil d'administration concernant la fusion de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale avec celle du Simplon. Ce rapport ayant été imprimé et distribué à l'avance aux actionnaires, M. le Président se borne à donner lecture de la résolution proposée par le Conseil en ces termes :

### Résolution.

« L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la  
» Suisse Occidentale ;

» Vu la convention conclue le 26 mars 1881 entre les délégués de la Compagnie des  
» chemins de fer du Simplon et ceux de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse  
» Occidentale, pour la fusion de ces deux Compagnies ;

» Vu la convention conclue le 4 avril 1881 par le Conseil d'Administration avec la  
» Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, à l'effet de régler le rapport des  
» deux sociétés, après la fusion de la Suisse Occidentale avec le Simplon, convention des-  
» tinée à compléter celle du 7/11 octobre 1875 ;

» Sur le rapport et la proposition du Conseil d'Administration ;

» En application de l'art. 19, lettre *g* des statuts ;

» Approuve les conventions mentionnées ci-dessus et donne au Conseil d'Administra-  
» tion tous pouvoirs pour prendre les mesures d'exécution nécessaires, spécialement pour  
» faire approuver le traité de fusion par les autorités compétentes, apporter aux statuts  
» les modifications propres à les mettre en harmonie avec le dit traité et créer les trente-  
» deux mille actions nouvelles qui y sont prévues. »

La discussion est ouverte sur cette résolution. Personne ne demandant la parole, la discussion est close et il est passé à la votation, au moyen de bulletins sur lesquels MM. les actionnaires sont invités à écrire *oui*, s'ils acceptent la proposition du Conseil, et *non* s'ils la rejettent.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Voix émises . . . . .	5606 voix.
A déduire 3 bulletins blancs, représentant	6 »
Restent valables . . . . .	5600 »

Majorité des deux tiers : 3734.

Oui . . . . .	5573 voix.
Non . . . . .	27 »

En conséquence, la résolution proposée est adoptée.

Après avoir annoncé ce résultat, M. le Président lève la séance à trois heures et demie.

En foi de quoi le présent procès-verbal a été dressé et signé par les membres du bureau.

*Les Scrutateurs :*

Ch. MASSON. — M. THOMAS.

*Le Secrétaire :*

Alb. CUONY.

*Le Président :*

BORY-HOLLARD, V.-P.







